

1981, chapitre 3

LOI MODIFIANT LA LOI SUR LA FONCTION PUBLIQUE

Projet de loi n° 12

présenté par Mme Denise LeBlanc-Bantey

Première lecture le 28 mai 1981

Deuxième lecture le 4 juin 1981

Troisième lecture le 12 juin 1981

Sanctionnée le 12 juin 1981

Entrée en vigueur par proclamation du Gouvernement

23 juin 1981: aa. 1, 2, 3 (par. a et b de a. 50)
G.O., 1981, Partie 2, p. 3373

Loi modifiée:

Loi sur la fonction publique (L.R.Q., chapitre F-3.1)





CHAPITRE 3

Loi modifiant la Loi sur la fonction publique

[Sanctionnée le 12 juin 1981]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

L.R.Q.,
c. F-3.1,
a. 8, mod.

1. La Loi sur la fonction publique (L.R.Q., chapitre F-3.1) est modifiée par le remplacement du paragraphe *a* de l'article 8 par les paragraphes suivants:

«*a*) d'élaborer et de proposer au gouvernement des mesures visant à assurer l'égalité en emploi, notamment par des programmes de redressement d'emploi visant, par exemple et sans restreindre la généralité de ce qui précède, les femmes, les membres des communautés culturelles et les personnes handicapées;

«*a.1*) d'élaborer et d'appliquer une politique de développement des ressources humaines et, notamment, d'établir et d'administrer des programmes de perfectionnement;».

L.R.Q.,
c. F-3.1,
a. 29,
rempl.

2. Cette loi est modifiée par le remplacement de l'article 29 par le suivant:

Pouvoirs
de la Com-
mission.

«**29.** La Commission entend et décide d'un recours exercé par un membre du personnel de la fonction publique conformément aux articles 64, 78, 87 ou 97, en matière de classement, de rétrogradation ou de révocation pour insuffisance professionnelle, de destitution, de suspension ou de discipline ainsi que dans le cas où le fonctionnaire est relevé provisoirement de ses fonctions, à moins qu'une convention collective n'attribue dans ces matières une juridiction à une autre personne. La Commission entend et décide également d'un recours exercé par un fonctionnaire en matière de promotion ou de changement de grade conformément à l'article 77.».

L.R.Q.,
c. F-3.1,
a. 50,
rempl.
Devoirs de
l'Office.

3. Cette loi est modifiée par le remplacement de l'article 50 par le suivant:

«**50.** L'Office est chargé:

a) d'adopter des règlements concernant:

i) le recrutement et la sélection des candidats à la nomination ainsi que la sélection des candidats à la promotion dans la fonction publique;

ii) la tenue des examens de changement de grade;

b) de procéder, conformément à la présente loi et à ses règlements:

i) au recrutement, à la sélection, à la déclaration d'aptitudes et à la présentation des candidats à la nomination et à la promotion dans la fonction publique;

ii) à la tenue des examens de changement de grade et à la déclaration d'aptitudes des candidats à ce changement de grade;

c) de procéder au placement des fonctionnaires mis en disponibilité au sens de l'article 60, conformément à un règlement du ministre de la Fonction publique ou à une convention collective de travail;

d) de mettre en oeuvre les mécanismes facilitant la mutation des fonctionnaires.

Autres
fonctions.

Il exerce, en outre, les autres fonctions qui lui sont dévolues par la présente loi.

Approba-
tion et
entrée en
vigueur.

Un règlement de l'Office est soumis à l'approbation du Conseil du trésor et il entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à une date ultérieure qui y est fixée.».

L.R.Q.,
c. F-3.1,
a. 51,
rempl.

Délégation
et sous-
délégation.

4. Cette loi est modifiée par le remplacement de l'article 51 par le suivant:

«**51.** L'Office peut déléguer par un écrit à un de ses fonctionnaires l'exercice d'une fonction visée au paragraphe *b* de l'article 50. Il peut aussi déléguer l'exercice d'une fonction visée dans le sous-paragraphe *i* du paragraphe *b* de l'article 50 à un sous-ministre ou à un dirigeant d'organisme, et indiquer, dans l'acte de délégation, les fonctions que ces derniers peuvent sous-déléguer et les personnes à qui cette sous-délégation peut être faite.

Révocation.

L'Office peut, en tout temps, révoquer une délégation.».

L.R.Q.,
c. F-3.1,
a. 60,
rempl.

Fonction-
naires
en dispo-
nibilité.

5. Cette loi est modifiée par le remplacement de l'article 60 par le suivant:

«**60.** Si, conséquemment à une décision du Conseil du trésor, un ministère ou un organisme doit réduire le nombre de ses fonctionnaires permanents dans une classe d'emploi, celui-ci procède, conformément aux normes et conditions déterminées par règlement du ministre de la Fonction publique, à l'identification de ceux qui sont en surplus et à leur mise en disponibilité auprès de l'Office.

Nouveau
classement.

Lorsque l'Office est dans l'impossibilité de procéder au placement d'un fonctionnaire en disponibilité conformément à son classement, il peut lui attribuer un nouveau classement conformément à un règlement du ministre de la Fonction publique ou à une convention collective de travail et après avoir vérifié ses aptitudes; ce nouveau classement ne peut entraîner une diminution du traitement régulier auquel le fonctionnaire avait droit avant de se voir attribuer tel classement.».

L.R.Q.,
c. F-3.1,
a. 61
remp.

Classifica-
tion des
emplois.

Conditions
d'admission.

Conditions
d'admis-
sion
supplé-
mentaires.

Classifica-
tion des
emplois
des cadres.

L.R.Q.,
c. F-3.1,
a. 67,
remp.

Recrute-
ment et
promotion
du
personnel.

Sélection.

Nomina-
tions et
promo-
tions.

Pro-
gramme de
redresse-
ment
d'emploi.

6. Cette loi est modifiée par le remplacement de l'article 61 par le suivant:

«**61.** Le ministre fixe par règlement la classification des emplois ou de leurs titulaires dans la fonction publique.

Ces règlements peuvent en outre prévoir des conditions d'admission à la classe d'emploi ou au grade.

À l'occasion de la tenue d'un concours l'Office peut, à l'intérieur des conditions d'admission fixées dans les règlements de classification du ministre de la Fonction publique, déterminer le type de scolarité ou le type ou l'étendue de l'expérience pertinente à la classe d'emploi, au secteur ou au domaine d'activités, à l'emploi ou au grade faisant l'objet du concours.

La classification identifie également les emplois des cadres supérieurs; les personnes nommées et les fonctionnaires promus à ces emplois constituent les cadres supérieurs de la fonction publique.».

7. Cette loi est modifiée par le remplacement de l'article 67 par le suivant:

«**67.** Le personnel de la fonction publique est recruté et promu par voie de concours et tout concours doit être de nature à constater impartialement la valeur des candidats. Toutefois, un concours n'est pas requis lors de l'accès à un grade supérieur, mais il s'effectue par voie d'examen de compétence conformément à un règlement du ministre de la Fonction publique.

Lors d'un concours, la sélection est établie sur la base de critères de compétence et d'aptitudes et le concours donne lieu à l'établissement d'une liste classant les candidats par ordre de mérite.

Les nominations et les promotions sont faites selon cet ordre parmi les candidats qui ont fait l'objet d'une déclaration d'aptitudes.

Toutefois, en application d'un programme de redressement d'emploi, le ministre de la Fonction publique peut dans les cas qu'il détermine par règlement, requérir de l'Office qu'il regroupe par niveau les candidats déclarés aptes. Le cas échéant, les nominations ou promotions se font au choix parmi les personnes de même niveau selon l'ordre du rangement des niveaux.».

L.R.Q.,
c. F-3.1,
a. 68,
remp.

8. Cette loi est modifiée par le remplacement de l'article 68 par le suivant:

Admission
à un con-
cours.

«**68.** Une personne qui, d'après la loi ou un règlement d'application d'une loi, peut être admise à un concours ou à un examen doit y être admise.

Recrute-
ment.

Toutefois, en matière de recrutement, l'Office peut déterminer par règlement, des zones géographiques et les critères d'appartenance à ces zones pour qu'une personne soit admissible à un concours. Il peut, dans le cadre d'un programme de redressement d'emploi, limiter l'admissibilité à un concours à la catégorie de personnes déterminée par règlement du ministre de la Fonction publique. Il peut également, aux fins de recrutement auprès des institutions d'enseignement, limiter l'admissibilité à un concours à la catégorie de personnes déterminée par règlement du ministre de la Fonction publique.

Promotion.

En matière de promotion, le ministre de la Fonction publique peut déterminer par règlement les zones géographiques et les critères d'appartenance à ces zones pour qu'un fonctionnaire soit admissible à un concours. Il peut aussi déterminer, par règlement, l'entité administrative à laquelle doit appartenir un fonctionnaire pour être admissible à un concours.

Avis.

Un avis de chaque concours ou examen doit être donné par l'Office en la manière qu'il juge appropriée, de façon à fournir à toute personne qui y est admissible une occasion raisonnable de soumettre sa candidature.

Examen
de la can-
didature.

L'Office doit examiner une candidature reçue dans le délai fixé pour la réception des candidatures.».

L.R.Q.,
c. F-3.1,
a. 77,
remp.

9. Cette loi est modifiée par le remplacement de l'article 77 par le suivant:

Appel à
la Com-
mission.

«**77.** À l'occasion d'un concours de promotion ou d'un examen de changement de grade, le candidat qui estime que la procédure de vérification de l'admissibilité des candidats ou la procédure de sélection ont été entachées d'une irrégularité ou d'une illégalité a droit d'en appeler à la Commission dans les trente jours de l'expédition d'un avis l'informant qu'il n'est pas admissible au concours ou à l'examen de changement de grade, ou l'informant des résultats de ceux-ci.».

L.R.Q.,
c. F-3.1,
a. 79,
remp.

10. Cette loi est modifiée par le remplacement de l'article 79 par le suivant:

Communi-
cation des
résultats.

«**79.** Une nomination, une promotion ou un changement de grade doit être communiqué à la Commission, à l'Office, au ministre de la Fonction publique et au contrôleur des finances.».

Inspecteurs de sécurité-construction.

11. Les personnes qui, depuis le 1^{er} janvier 1981, ont été désignées par résolution de la Commission de la santé et de la sécurité du travail comme inspecteurs de sécurité-construction deviennent, sans autre formalité, des fonctionnaires au sens de la Loi sur la fonction publique, à l'emploi de la Commission de la santé et de la sécurité du travail.

Entrée en vigueur.

12. La présente loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du gouvernement, à l'exception des dispositions exclues par cette proclamation, lesquelles entreront en vigueur à toute date ultérieure qui pourra être fixée par proclamation du gouvernement.